



PRÉFET DE L'EURE

ARRÊTE PRÉFECTORAL N°2019/DRIEE/SPE/065 PORTANT AUTORISATION DE L'OPTIMISATION DU QUAI DE CROISIÈRE ACTUEL ET DE LA CRÉATION D'UN NOUVEL APPONTEMENT SUR LA SEINE A VERNON

Le Préfet de l'Eure
Officier de la Légion d'Honneur

VU le code de l'environnement, notamment ses articles L.181-1 et suivants ;

VU l'ordonnance n° 2017-80 du 26 janvier 2017 relative à l'autorisation environnementale ;

VU le décret n°2005-636 du 30 mai 2005 relatif à l'organisation de l'administration dans le domaine de l'eau et aux missions du Préfet coordonnateur de bassin ;

VU le décret n°2010-146 du 16 février 2010 modifiant le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU le décret du 6 mai 2016 portant nomination du Préfet de l'Eure, M. COUDERT (Thierry) ;

VU l'arrêté n°2009-1531 du 20 novembre 2009 portant approbation du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin de la Seine et des cours d'eau côtiers normands et arrêtant le programme pluriannuel de mesures ;

VU l'arrêté du 7 décembre 2015 portant approbation du plan de gestion des risques d'inondation du bassin Seine-Normandie ;

VU l'arrêté ministériel du 30 septembre 2014 fixant les prescriptions techniques générales applicables aux installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 3.1.5.0 de la nomenclature annexée à l'article R. 214-1 du code de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 11 septembre 2015 fixant les prescriptions techniques générales applicables aux installations, ouvrages, épis et remblais soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 3.1.1.0. de la nomenclature annexée à l'article R. 214-1 du code de l'environnement ;

VU le dossier de demande d'autorisation déposé au titre des articles L.181-1 et suivants du code de l'environnement reçu le 17 septembre 2018, présenté par la communauté d'agglomération Seine Normandie Agglomération, enregistré sous le n° 27-2018-00251 et relatif à l'optimisation du quai de croisière actuel et à la création d'un nouvel appontement sur la Seine sur la commune de Vernon ;

VU l'avis de la délégation territoriale de l'Eure de l'agence régionale de santé en date du 17 octobre 2018 ;

VU l'avis réputé favorable de l'unité départementale de l'architecture et du patrimoine de l'Eure ;

VU l'avis réputé favorable de l'établissement public voies navigables de France ;

VU l'avis de la direction départementale des territoires et de la mer de l'Eure du 15 octobre 2018 ;

VU l'avis réputé favorable du service départemental de l'agence française pour la biodiversité ;

VU les avis des services de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) de Normandie en date des 24 et 30 octobre 2018 ;

VU la demande de compléments du 31 octobre 2018 adressée à la Seine Normandie Agglomération par le service police de l'eau de la direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie d'Île-de-France (DRIEE) ;

VU les compléments au dossier d'autorisation apportés par la Seine Normandie Agglomération en date du 4 février 2019 ;

VU l'avis de la Mission régionale de l'autorité environnementale du 11 avril 2019 ;

VU le mémoire en réponse apporté par la Seine Normandie Agglomération le 20 mai 2019 à l'avis de la Mission régionale de l'autorité environnementale ;

VU l'avis du service police de l'eau de la DRIEE en date du 17 mai 2019 déclarant recevable le dossier et proposant un périmètre d'enquête publique comprenant la commune de Vernon ;

VU l'arrêté préfectoral n°DELE/BERPE/19/876 du 21 mai 2019 portant ouverture d'une enquête publique du 17 juin au 19 juillet 2019 sur la commune précitée ;

VU le registre d'enquête tenu à la disposition du public dans la mairie de la commune précitée ;

VU le rapport et les conclusions du commissaire-enquêteur reçus par l'administration en date du 9 août 2019 ;

VU l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST) de l'Eure en date du 18 septembre 2019 ;

VU le projet d'arrêté porté à la connaissance de la Seine Normandie Agglomération par courrier en date du 20/09/2019 pour avis dans un délai de 15 jours ;

VU l'absence d'observations formulées par la Seine Normandie Agglomération sur le projet d'arrêté d'autorisation qui lui a été transmis ;

CONSIDÉRANT que les prescriptions du présent arrêté permettent, conformément à l'article L.211-1 du code de l'environnement, de garantir une gestion globale et équilibrée de la ressource en eau et de satisfaire ou concilier, lors de différents usages, activités ou travaux, les exigences de la conservation du libre écoulement des eaux, de la protection contre les inondations et la non dégradation des eaux et du milieu aquatique ;

CONSIDÉRANT que l'opération projetée est compatible avec le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Seine Normandie 2010-2015 ;

CONSIDÉRANT que l'opération projetée, située dans un territoire à risques importants d'inondation, est compatible avec le plan de gestion des risques d'inondation du bassin Seine Normandie 2016-2021 ;

CONSIDÉRANT que l'autorisation objet du présent arrêté relève à compter de sa signature du régime de l'autorisation environnementale telle que prévue à l'article L.181-1 du code de l'environnement ;

ARRÊTE

TITRE I : OBJET DE L'AUTORISATION

ARTICLE 1 : Bénéficiaire de l'autorisation

En application de l'article L.214-3 du code de l'environnement, la communauté d'agglomération Seine Normandie Agglomération, identifiée comme le maître d'ouvrage, ci-après dénommée « le bénéficiaire de l'autorisation » est autorisée à optimiser le quai de croisière existant et à créer un nouvel appontement dans la Seine sur la commune de Vernon dans l'Eure, dans les conditions fixées par la réglementation en vigueur et conformément aux éléments techniques figurant dans le dossier de demande d'autorisation environnementale et ses pièces annexes et en tout ce qui n'est pas contraire aux dispositions du présent arrêté.

ARTICLE 2 : Nature et consistance des travaux

Le projet consiste en l'extension du quai de croisière existant et en la création d'un nouvel appontement en rive gauche de la Seine à Vernon.

Les travaux prévus pour l'extension du quai existant situé au mail Anatole France, en amont du pont Clemenceau, sont les suivants :

- la mise en place de deux (2) ducs d'Albe dans le lit mineur de la Seine,
- le démontage des anciennes installations de service (les bornes d'alimentation en eau potable et en électricité et l'abri de stockage de déchets),
- l'installation d'un local pour transformateur électrique (de dimension 5 m*3 m et transformateur de puissance 2 000 KVA) et de huit (8) bornes pour l'alimentation en eau potable, en électricité et pour une connexion WIFI.

Les travaux prévus pour la création du nouvel appontement situé au mail Anatole France à environ 500 m en amont du quai existant sont les suivants :

- la mise en place de huit (8) ducs d'Albe répartis sur 200 m de long et permettant l'accueil de trois (3) bateaux d'une longueur de 135 m,
- la création d'une passerelle de 160 m² en forme de « L » possédant les dimensions suivantes :
 - 50 m*2 m dans le sens perpendiculaire à la berge au-dessus du lit majeur et du lit mineur de la Seine,
 - 22 m*3 m en parallèle à la berge et au-dessus du lit mineur de la Seine,
- l'installation par battage de 14 pieux de 512 mm de diamètre pour soutenir l'appontement dont quatre (4) positionnés dans le lit majeur de la Seine et dix (10) dans son lit mineur,
- l'installation d'un local pour transformateur électrique (de dimension 5 m*3 m et transformateur de puissance 2 000 KVA) et de sept (7) bornes pour l'alimentation en eau potable et en électricité placées à côté ou en encorbellement de la passerelle,
- l'installation de mâts pour l'éclairage de l'appontement, positionnés en encorbellement sur la structure de la passerelle,
- la création d'un local pour le stockage des conteneurs à déchets,
- la création de cinq (5) emplacements de stationnement de bus de tourisme et de deux (2) emplacements pour poids lourd dans les rues à proximité du projet, sur une surface totale de 240 m²,
- la déviation du chemin piéton existant.

ARTICLE 3 : Champs d'application de l'arrêté

3-1. Réglementation liée à l'eau et aux milieux aquatiques

Les rubriques définies à l'article R.214-1 du code de l'environnement concernées par les opérations prévues dans le dossier, sont les suivantes :

Rubrique	Intitulé	Projet	Régime applicable	Arrêté ministériel de prescriptions générales
3.1.1.0	Installations, ouvrages, remblais et épis dans le lit mineur d'un cours d'eau constituant : 1° Un obstacle à l'écoulement des crues (A) ; 2° Un obstacle à la continuité écologique : a) Entraînant une différence de niveau supérieure ou égale à 50 cm, pour le débit moyen annuel de la ligne d'eau entre l'amont et l'aval de l'ouvrage ou de l'installation (A) ; b) Entraînant une différence de niveau supérieure à 20 cm mais inférieure à 50 cm pour le débit moyen annuel de la ligne d'eau entre l'amont et l'aval de l'ouvrage ou de l'installation (D). Au sens de la présente rubrique, la continuité écologique des cours d'eau se définit par la libre circulation des espèces biologiques et par le bon déroulement du transport naturel des sédiments.	Création d'un appontement et de 10 ducs d'Albe dans le lit mineur de la Seine, créant un obstacle à l'écoulement des crues avec une réduction de l'ordre de 4 % de la surface mouillée de la Seine et une différence du niveau d'eau de l'ordre du centimètre pour une crue inondant entièrement l'appontement à créer.	Autorisation	Arrêté du 11 septembre 2015 NOR : DEVL1413844A
3.1.5.0	Installations, ouvrages, travaux ou activités, dans le lit mineur d'un cours d'eau, étant de nature à détruire les frayères, les zones de croissance ou les zones d'alimentation de la faune piscicole, des crustacés et des batraciens, ou dans le lit majeur d'un cours d'eau, étant de nature à détruire les frayères de brochet : 1° Destruction de plus de 200 m ² de frayères (A) ; 2° Dans les autres cas (D).	Impact des zones d'alimentation et de croissance de la faune piscicole, des crustacés et des batraciens sur une surface inférieure à 200 m ² .	Déclaration	Arrêté du 30 septembre 2014 NOR : DEVL1404546A

L'opération projetée est donc soumise à autorisation environnementale.

3-2. Évaluation environnementale

Le projet est soumis à évaluation environnementale au titre de la rubrique 9.b de la nomenclature définie à l'article R.122-2 du code de l'environnement.

TITRE II : PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

ARTICLE 4 : Mesures liées au risque d'inondation

4-1. Dispositions constructives

La passerelle créée, ses pieux et l'ensemble des ducs d'Albe sont conçus et réalisés dans les règles de l'art. Ils doivent notamment résister à l'érosion et rester stables pendant une crue et une décrue.

La nouvelle passerelle permet l'amarrage des bateaux jusqu'à une crue centennale qui correspond à une cote de

16,25 m NGF. La passerelle entraîne en cas de crue centennale une réduction de 4 % de la surface mouillée de la Seine et ses gardes-corps d'une hauteur de 1,10 m sont susceptibles de constituer une gêne à l'écoulement des crues. La passerelle est fixe et positionnée sur quatorze (14) pieux. Le bas de sa structure est placé au-dessus de la cote 14,93 m NGF. La structure de la passerelle est d'une hauteur d'environ 40 cm. Les réseaux d'eau potable et d'électricité sont placés en encorbellement de la structure et sont étanches et résistants à l'eau. Les gardes-corps de la passerelle sont amovibles pour être retirés en cas de crue selon les modalités de l'article 4-2 du présent arrêté.

Les dix (10) ducs d'Albe d'un diamètre de 1 220 mm sont positionnés à environ 17 m de la berge pour éviter le phénomène d'embâcle pouvant constituer un obstacle à l'écoulement des crues.

Les deux (2) locaux créés pour accueillir les transformateurs électriques et les bornes situées en lit majeur sont étanches et les éléments qu'ils contiennent sont positionnés à 50 cm au-dessus des plus hautes eaux connues, soit à la cote de 16,75 m NGF pour éviter leur dégradation lors d'un épisode de crue.

Les emplacements pour le stationnement de bus touristiques et de poids lourds sont matérialisés dans une zone déjà imperméabilisée et ne génèrent pas l'apport de remblais.

Le cheminement piéton existant en lit majeur sur le site du projet du nouvel appontement, est dévié par un nouveau cheminement qui est réalisé au niveau du terrain naturel et ne génère pas l'apport de remblais pour sa création.

Des accès aux secours vers le quai actuel et la passerelle sont matérialisés, signalés et laissés libres au niveau du mail Anatole France et des deux quais.

Dans le cadre de l'élaboration du plan de prévention du risque d'inondation de la Seine amont prescrit le 10 février 2012, le bénéficiaire de l'autorisation transmet à la direction départementale des territoires et de la mer de l'Eure un plan topographique des aménagements réalisés dans un délai d'un (1) mois suivant la date de fin des travaux.

4-2. Dispositions en cas d'inondation

Le bénéficiaire de l'autorisation installe une échelle limnimétrique (mire de crue) dans le lit mineur de la Seine et au droit de la passerelle en cas d'annonce d'une crue de la Seine. Il effectue un suivi quotidien du risque d'inondation. Les bulletins d'information et les données en temps réel sont disponibles 24h/24 sur le site Internet : <http://www.vigicrues.gouv.fr/>. En cas de vigilance « jaune » sur le tronçon « boucles de la Seine », le bénéficiaire de l'autorisation relève quotidiennement les cotes de niveau d'eau de la Seine au droit de la passerelle à l'aide de l'échelle limnimétrique.

Lorsque les niveaux d'eau de la Seine atteignent une hauteur de 13,93 m NGF, le bénéficiaire de l'autorisation est chargé d'enlever les gardes-corps amovibles de la passerelle. Dès l'enlèvement des gardes-corps, tout passage sur la passerelle est interdit. Le bénéficiaire de l'autorisation met en place une signalétique visible et compréhensible de tous informant le public et les usagers de l'interdiction d'emprunter la passerelle. Il informe le service chargé de la police de l'eau de l'accomplissement de ces actions sans délai.

Le bénéficiaire de l'autorisation replace les gardes-corps amovibles de la passerelle et autorise de nouveau le passage sur la passerelle lors de la décrue de la Seine et lorsque le niveau d'eau de la Seine est inférieur à une cote de 13,93 m NGF. Il informe le service chargé de la police de l'eau de l'accomplissement de cette action sans délai.

4-3. Dispositions liées à l'entretien des aménagements

Le bénéficiaire de l'autorisation assure le suivi et l'entretien du quai existant et de la passerelle de manière semestrielle. Ce suivi et cet entretien consiste à vérifier et à remettre en état le cas échéant les berges (vérification de l'absence d'érosion, enlèvement des déchets, ect.), la passerelle et ses abords, les ducs d'Albe, les locaux des transformateurs électriques et les bornes, la signalétique et les accès aux deux quais. Les actions de suivi et d'entretien sont consignées dans un cahier tenu à la disposition du service chargé de la police de l'eau.

En cas d'annonce d'un épisode de crue de la Seine et avant débordement de la Seine dans son lit majeur, le bénéficiaire de l'autorisation procède à l'enlèvement de tout élément situé sous la passerelle qui peut être susceptible de constituer un embâcle en cas de crue.

Après chaque épisode de crue, le bénéficiaire de l'autorisation procède au nettoyage et à la remise en état des installations le nécessitant.

ARTICLE 5 : Dispositions relatives à la présence d'une zone humide

Aucune modification des berges et de destruction de zone humide n'est autorisée par le présent arrêté.

La zone humide présente sur les berges au droit de la future passerelle est conservée. La passerelle est placée au-dessus des berges et de la zone humide et ses pieux sont installés en dehors de la zone humide. Le bénéficiaire de l'autorisation informe le service chargé de la police de l'eau de l'accomplissement de cette prescription par la transmission du plan de récolement, selon les modalités de l'article 9-2 du présent arrêté.

Le bénéficiaire de l'autorisation s'assure en phase d'exploitation de la conservation de la zone humide présente en procédant le cas échéant à une gestion par élimination des espèces végétales envahissantes exogènes. Cette gestion fait l'objet d'un cahier de suivi, tenu à la disposition du service chargé de la police de l'eau.

Dans un délai d'un (1) mois à l'issue de la fin des travaux, le bénéficiaire de l'autorisation établit un état des lieux de l'état de la zone humide présente au droit de la passerelle et de ses fonctionnalités suivant la méthode de l'agence française pour la biodiversité et selon les modalités évoquées à l'article 9-3 du présent arrêté.

L'activité fluviale induite par la création de la passerelle est susceptible d'impacter la zone humide présente. Lors de l'entretien de la passerelle évoqué à l'article 4-3 du présent arrêté, le bénéficiaire de l'autorisation s'assure de l'absence de dégradation de l'état de cette zone humide et consigne dans le cahier mentionné à l'article 4-3 du présent arrêté ses observations sur l'état de cette zone humide. En cas de constat d'une dégradation physique de la zone humide présente, le bénéficiaire de l'autorisation en informe le service chargé de la police de l'eau et le service départemental de l'agence française pour la biodiversité dans un délai d'un (1) mois suivant ce constat et leur présente les mesures de remise en état de la zone humide qu'il envisage de mettre en place.

ARTICLE 6 : Dispositions relatives à la gestion des eaux usées et des déchets

Aucun rejet des eaux usées des bateaux accostés aux deux quais ne s'effectue dans le milieu naturel ou dans les réseaux existants. La collecte des eaux usées des bateaux accostés s'effectue à la demande des compagnies de navigation par enlèvement via le camion-citerne d'une société spécialisée qui les achemine ensuite vers un système de traitement adéquat. Le bénéficiaire de l'autorisation informe le service chargé de la police de l'eau du système de traitement choisi pour le traitement de ces eaux usées et de l'identité de son gestionnaire suivant les modalités décrites à l'article 9-3 du présent arrêté.

Les déchets issus des bateaux accostés au quai existant et au nouvel appontement ne sont pas stockés en lit majeur de la Seine. La collecte de ces déchets est réalisée sur demande des compagnies de navigation par transfert vers un engin de transport (type camion poubelle) qui les achemine ensuite vers une filière spécialisée.

Le bénéficiaire de l'autorisation est chargé de s'assurer de l'accomplissement de ces prescriptions. En cas de non respect de ces prescriptions donnant lieu à une pollution du milieu naturel, le bénéficiaire de l'autorisation est tenu de mettre en œuvre des mesures (confinement, enlèvement des produits etc) dès le constat de cet incident ou accident pour en limiter l'impact, avant même l'intervention des secours. Il alerte sans délai les secours, le(s) maire(s) des/de la commune(s) concernée(s), le service chargé de la police de l'eau et la délégation territoriale de l'agence régionale de santé.

Suite à l'incident ou à l'accident, le bénéficiaire de l'autorisation transmet dans un délai de quinze (15) jours au service chargé de la police de l'eau un rapport de l'incident ou de l'accident mentionnant :

- les causes et les circonstances de l'incident ou de l'accident,
- une description des mesures prises pour limiter son impact,
- les dispositions prises pour éviter son renouvellement,
- une estimation des impacts sur l'environnement naturel et humain de l'incident ou de l'accident.

ARTICLE 7 : Dispositions relatives au paysage

Les locaux des transformateurs électriques, les bornes d'alimentation en eau potable et en électricité, la passerelle et le mobilier urbain sont situés dans le périmètre délimité des abords du site classé « des bords de la Seine, avenues et places publiques de Vernon ». Ces installations sont réalisées conformément aux avis des 24 avril et 23 mai 2018 de

l'architecte des bâtiments de France et de la manière suivante :

- la passerelle est composée d'une structure métallique en profilés d'acier galvanisé et d'un platelage en bois,
- les tôles d'habillage de la passerelle sont de couleur rouge,
- les gardes-corps de la passerelle sont en acier galvanisé avec une lisse rectangulaire en bois, leur partie basse est constituée d'un filet de mailles d'acier en forme de losange,
- le local pour transformateur situé au niveau du quai existant est de couleur grise avec deux bandes rouges,
- le local pour transformateur situé au niveau du nouvel appontement est de couleur rouge avec deux bandes grises,
- les mâts pour l'éclairage sont coniques, en acier et possèdent une hauteur de 6 m.

L'accomplissement de ces prescriptions est renseigné dans le compte-rendu synthétique mentionné à l'article 9-3 du présent arrêté.

ARTICLE 8 : Dispositions relatives à la santé publique

Lors de leur escale, les bateaux usagers des deux (2) quais se raccordent aux réseaux d'eau potable et d'électricité mis en place par le bénéficiaire de l'autorisation et doivent arrêter leur moteur. Le bénéficiaire de l'autorisation est chargé de s'assurer de l'accomplissement de cette prescription et met en place des mesures de suivi du respect de cette prescription. Ces mesures de suivis sont transmises pour avis à la délégation territoriale de l'agence régionale de santé et au service chargé de la police de l'eau selon les modalités décrites à l'article 9-3 du présent arrêté.

TITRE III : PRESCRIPTIONS APPLICABLES EN PHASE TRAVAUX

ARTICLE 9 : Déroulement et organisation du chantier

9-1. Information préalable :

Deux (2) semaines avant le début des premiers travaux, le bénéficiaire de l'autorisation communique au service chargé de la police de l'eau :

- la date de lancement des travaux,
- le planning prévisionnel des travaux,
- un plan de chantier comprenant la localisation des travaux et des installations de chantier, un plan d'accès aux différentes zones de chantier et un plan de circulation des engins déterminant le zonage de surlargeur à aménager et les zones de dépôt,
- le plan d'intervention en cas de pollution accidentelle ou de destruction des milieux aquatiques, indiquant les moyens techniques mis en œuvre pour limiter les risques,
- un plan présentant le périmètre à baliser suivant l'article 11 du présent arrêté de la zone humide présente sur les berges et ses modalités d'alimentation, de circulation et de restitution de l'eau,
- les modalités d'enlèvement des matériaux, la destination des déblais et les dispositions prises pour l'évacuation et le traitement des éventuels déchets solides et liquides générés par le chantier,
- le nom de la ou des personne(s) physique(s) ou morale(s) responsable(s) de l'exécution des travaux.

Le bénéficiaire de l'autorisation communique à chaque entreprise intervenant sur les deux chantiers (chantier du quai existante et chantier du nouvel appontement) le présent arrêté, le plan de chantier et une synthèse des principaux enjeux et des principales prescriptions techniques du dossier d'autorisation environnemental.

Les bases vie des deux zones de chantier sont situées en dehors de la zone inondable, dans la mesure du possible.

9-2. Suivi des opérations :

Pour éviter les périodes favorables à la faune et à la flore présente, les travaux réalisés en lit majeur de la Seine sont effectués en dehors des mois d'avril à juillet.

Les travaux réalisés dans le lit mineur de la Seine sont interdits pendant la période de frais soit entre les mois de mars et de juillet.

Les aires de chantier sont aménagées et exploitées de façon à ne pas générer de pollution de l'eau, du sol ou des milieux aquatiques. La circulation des engins nécessaires aux travaux est limitée aux emprises des chantiers dans le respect du plan de circulations des engins transmis au service chargé de la police de l'eau en application de l'article 9-1 du présent arrêté.

Un cahier de suivi de chantier est établi par le bénéficiaire de l'autorisation au fur et à mesure de l'avancement des travaux. Y figurent :

- le planning des chantiers permettant de retracer le déroulement des travaux,
- le plan particulier de la sécurité et de protection de la santé (PPSPS) permettant de connaître l'organisation du chantier,
- les incidents survenus sur les chantiers et le cas échéant les mesures mises en œuvre pour arrêter ces incidents,
- les relevés du suivi des matières en suspension mentionnés à l'article 12 du présent arrêté,
- le plan de récolement des ouvrages et installations réalisés.

Ce cahier est tenu à disposition du service chargé de la police de l'eau pendant toute la durée des deux chantiers. Les données qu'il contient doivent être conservées trois ans après la finalisation des travaux de l'ensemble du projet.

9-3. Achèvement des opérations :

Le bénéficiaire de l'autorisation prévient le service chargé de la police de l'eau deux (2) semaines avant la fin des travaux.

Il adresse sous un (1) mois à compter de la fin de l'ensemble des travaux au service chargé de la police de l'eau les documents suivants :

- le cahier de suivi de chantier mentionné à l'article 9-2 du présent arrêté,
- un compte-rendu synthétique dans lequel il retrace le déroulement des travaux, les mesures qu'il a prises pour respecter les prescriptions du présent arrêté, la conformité des caractéristiques de ses installations aux prescriptions de l'article 7 du présent arrêté, les effets de son aménagement sur le milieu et sur l'écoulement des eaux qu'il a identifiés et les mesures de rétablissement qu'il aura prises pour atténuer ou réparer ces effets,
- l'état des lieux de l'état de la zone humide présente au droit de la passerelle et de ses fonctionnalités comme mentionné à l'article 5 du présent arrêté,
- une information sur le système de traitement choisi pour gérer les eaux usées des bateaux accostés et l'accord du gestionnaire de ce système comme mentionné à l'article 6 du présent arrêté,
- les mesures de suivi prévues pour s'assurer du respect de l'arrêt des moteurs des bateaux accostés aux deux (2) quais comme mentionné à l'article 8 du présent arrêté.

En cas de mise en place d'une base vie ou de toutes autres installations de chantier en dehors du périmètre du projet, le terrain sur lequel sont établies cette base vie ou ces installations est remis dans son état antérieur au démarrage des travaux, dans la mesure du possible avec les matériaux qui étaient initialement présents sur site.

ARTICLE 10 : Gestion des eaux usées et pluviales en phase chantier

Les aires de stockage des matériaux et des produits susceptibles de provoquer une pollution du milieu naturel disposent d'ouvrages et d'équipements permettant la rétention et la collecte des eaux pluviales ruisselant sur ces aires.

Les rejets des installations sanitaires de chantier sont récupérés dans des bacs étanches et évacués dans un centre de traitement. Aucun rejet d'eaux usées non traitées ne doit s'effectuer directement dans le milieu naturel.

Les ouvrages d'assainissement des eaux usées et le cas échéant des eaux pluviales du chantier sont vérifiés et entretenus.

ARTICLE 11 : Prescriptions liées aux habitats naturels, à la faune et à la flore

Comme mentionné à l'article 9-2 du présent arrêté, les travaux réalisés en lit majeur de la Seine sont effectués en dehors des mois d'avril à juillet.

Avant le commencement des travaux relatifs à l'installation des pieux de l'appontement, le bénéficiaire de l'autorisation procède à l'identification du périmètre de la zone humide présente au niveau des berges et de ses modalités d'alimentation, de circulation et de restitution de l'eau. Ce périmètre est transmis au service chargé de la police de l'eau deux (2) semaines avant la réalisation des travaux et suivant les modalités de l'article 9-1 du présent arrêté.

Le périmètre de la zone humide et de ses modalités d'alimentation, de circulation et de restitution de l'eau est balisé pendant toute la durée du chantier lié à la création de la passerelle et de ses pieux. La circulation d'engin de chantier dans la zone humide présente ou sur les berges est interdite.

L'abattage des arbres présents au droit du quai existant et du nouvel appontement est interdit.

Les travaux de mise en place par battage des dix (10) ducs d'Albe et des pieux de la passerelle situés en lit mineur de la Seine sont effectués depuis une barge située sur la Seine. Pour les travaux situés en lit majeur de la Seine, les engins de chantier respectent les accès et le plan de circulation mentionnés à l'article 9-1 du présent arrêté.

ARTICLE 12 : Prescriptions liées au milieu aquatique

Comme mentionné à l'article 9-2 du présent arrêté, les travaux réalisés en lit mineur de la Seine sont effectués en dehors des mois de mars à juillet.

Pendant toute la durée des travaux situés en lit mineur de la Seine, toute précaution doit être prise pour éviter la dégradation des substrats sous fluviaux et l'envasement des potentielles frayères existantes en aval des deux sites de travaux. Des barrages anti-matières en suspension sont mis en place au droit des deux sites de chantier pour protéger les herbiers aquatiques situés en pied de berge ou en aval du chantier et les zones favorables aux frayères situées en aval du chantier. Un suivi des sites potentiellement favorables aux frayères est mis en place pour chaque site du chantier en lit mineur sur une distance de 500 m en aval des travaux. Ces mesures seront effectuées toutes les six (6) heures pendant la durée des travaux en période diurne. Si des frayères s'avèrent colmatées du fait des travaux, le service chargé de la police de l'eau doit en être informé sans délai et celles-ci doivent être intégralement nettoyées et reconstituées par le bénéficiaire de l'autorisation.

Pendant toute la durée des travaux situés en lit mineur de la Seine, le bénéficiaire de l'autorisation procède à un suivi de la qualité des eaux de surface de la Seine au droit des deux sites du chantier. Pour assurer ce suivi, le bénéficiaire réalise pour chaque site de chantier en lit mineur une surveillance en continu des paramètres suivants par une mesure régulière toutes les trois (3) heures en surface et à mi-hauteur, à 50 mètres en amont et à 100 mètres en aval de chaque zone de travaux :

Paramètres	Seuils à respecter
Turbidité (valeur instantanée)	< à 2 fois la mesure faite en amont de la zone de travaux
Oxygène dissous (valeur instantanée)	> à 6 mg/l

Lorsque les paramètres mesurés ci-dessus ne respectent pas les seuils prescrits sur deux mesures successives, le bénéficiaire de l'autorisation doit faire cesser temporairement l'exécution des travaux et en aviser sans délai le service chargé de la police de l'eau, l'agence française pour la biodiversité et la délégation territoriale de l'agence régionale de santé. La reprise des travaux est conditionnée par le retour à des valeurs acceptables des paramètres mesurés.

Les résultats de ces deux suivis (de l'état des frayères et de la qualité des eaux de surface) sont transmis de manière hebdomadaire au service chargé de la police de l'eau par courrier électronique (à l'adresse suivante : pbs.cpet.spe.drieef@developpement-durable.gouv.fr).

ARTICLE 13 : Gestion des déchets et des déblais

13-1. Généralités sur la gestion des déchets

Un schéma d'organisation et de suivi d'élimination des déchets (SOSED) doit être présenté par les entreprises en amont de la phase de travaux. Ce document permet de préciser les engagements pris, relatifs à la gestion des déchets de chantier. Il précise les conditions de gestion des déchets de chantier sur la zone de travaux, les modes de transport, le lieu d'évacuation et les méthodes de suivi.

13-2. Généralités sur la gestion des déblais

Les déblais et les produits d'excavation des travaux sont gérés selon la réglementation en vigueur, en fonction de leur nature et de leur possibilité de réutilisation.

Des analyses sont réalisées sur les déblais excavés afin de vérifier leur qualité physico-chimique. Les déblais potentiellement pollués et les déblais excédentaires sont excavés et évacués hors site dans une filière adaptée. Les bordereaux de suivi des déblais à évacuer sont tenus à la disposition du service chargé de la police de l'eau.

Le stockage des déblais issus du chantier est effectué en dehors de la zone inondable. Les aires dédiées au triage ou au stockage des déblais sont étanches, balisées et réalisées de manière à éviter tout risque de mélange avec des terres saines, à prévenir tout risque d'infiltration ou d'écoulement de polluant hors de son emprise, à éviter de générer des lixiviats par percolation d'eaux pluviales à travers les terres polluées et à identifier les matériaux en lots séparés et balisés.

Aucun apport de remblais d'origine extérieure n'est prévu dans le cadre des travaux.

ARTICLE 14 : Dispositions pour limiter les risques de pollution

Le bénéficiaire de l'autorisation respecte les servitudes applicables en matière de protection des ressources en eau. Durant la réalisation des travaux, des mesures de précaution sont prises :

- les aires de stockage des matériaux et des produits susceptibles de provoquer une pollution du milieu naturel sont étanches et situées hors zone inondable,
- les engins de chantier sont conformes à la réglementation en vigueur, et leur réparation, leur entretien et leur réapprovisionnement ne doivent pas se faire sur les sites des chantiers afin d'éviter toute fuite d'huiles ou d'hydrocarbures,
- les éventuels réservoirs d'hydrocarbures et de tout autre produit susceptible de provoquer une pollution des eaux ou du sol sont placés hors zone inondable et sur des bacs de rétention d'un volume au moins égal au volume stocké,
- des kits anti-pollution, des produits absorbants et des barrages à hydrocarbures sont disponibles sur les deux chantiers.

ARTICLE 15 : Moyens d'intervention en cas d'incident ou d'accident

Un document explicatif de l'action à tenir en cas de pollution accidentelle mentionné à l'article 9-1 du présent arrêté est réalisé avant le démarrage des travaux. Il présente le plan d'intervention et le matériel à utiliser pour contenir l'effluent de la pollution. Les agents susceptibles d'intervenir en cas de pollution sont formés sur ce point.

En cas d'incident ou d'accident, le bénéficiaire de l'autorisation est tenu de mettre en œuvre des mesures (confinement, enlèvement des produits etc) dès le constat de cet incident ou accident pour en limiter l'impact, avant même l'intervention des secours.

Le bénéficiaire de l'autorisation alerte sans délai les secours, le(s) maire(s) des/de la commune(s) concernée(s), le service chargé de la police de l'eau et la délégation territoriale de l'agence régionale de santé.

Suite à l'incident ou à l'accident, le bénéficiaire de l'autorisation transmet dans un délai de quinze (15) jours au service chargé de la police de l'eau un rapport de l'incident ou de l'accident mentionnant :

- les causes et les circonstances de l'incident ou de l'accident,
- une description des mesures prises pour limiter son impact,
- les dispositions prises pour éviter son renouvellement,
- une estimation des impacts sur l'environnement naturel et humain de l'incident ou de l'accident.

ARTICLE 16 : Dispositions vis-à-vis du risque d'inondation

Le bénéficiaire de l'autorisation doit s'informer de la situation de vigilance crue pendant la durée des travaux. Les bulletins d'information et les données en temps réel sont disponibles 24h/24 sur le site Internet : <http://www.vigicrues.gouv.fr/>.

En cas de vigilance « jaune » sur le tronçon « boucles de la Seine », le personnel du chantier présent en zone inondable et tout matériel et véhicules susceptibles d'être emportés par la crue sont évacués sous 48 heures.

ARTICLE 17 : Prescriptions vis-à-vis des espèces végétales exogènes envahissantes

Toutes les mesures nécessaires sont prises pour lutter contre les espèces végétales exogènes envahissantes. Afin de ne pas favoriser l'implantation ou la dissémination de ces espèces, le bénéficiaire de l'autorisation met en place les mesures suivantes :

- les zones de présence recensées à proximité ou sur le chantier sont balisées au préalable de leur élimination,
- l'ensemble des espèces végétales exogènes envahissantes présentes sur le site du projet est éliminé,
- un nettoyage des engins de chantier est réalisé avant leur arrivée sur le site du chantier,
- les déblais présentant ces espèces ne sont pas réutilisés et sont évacués vers une filière d'élimination spécifique,
- les aires de chantier qui sont remis en état à l'issue des travaux sont végétalisées par des espèces indigènes qui correspondent au cortège floristique existant au préalable.

L'accomplissement de ces actions fait l'objet de compte-rendus mis à la disposition du service chargé de la police de l'eau à sa demande.

ARTICLE 18 : Dispositions relatives au bruit en phase chantier

Les travaux sont réalisés pendant les jours ouvrés, de 7 h à 18 h. Les travaux liés au battage des ducs d'Albe et des pieux de l'appontement sont réalisés sur une durée n'excédant pas cinq (5) jours ouvrés, pour limiter les nuisances sonores. Les engins de chantier sont équipés d'échappements silencieux conformes aux normes en vigueur.

TITRE IV : DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 19 : Contrôles

Le service chargé de la police de l'eau peut, à tout moment, pendant et après les travaux, procéder à des contrôles inopinés, notamment techniques, cartographiques et visuels. Le bénéficiaire de l'autorisation permet aux agents chargés du contrôle de procéder à toutes les mesures de vérification pour constater l'exécution des présentes prescriptions.

Le bénéficiaire de l'autorisation met à disposition des agents chargés du contrôle, sur leur réquisition, le personnel et les appareils nécessaires pour procéder à toutes les mesures de vérification et expériences utiles pour constater l'exécution des présentes prescriptions.

ARTICLE 20 : Durée de l'autorisation

La présente autorisation est accordée pour une durée de 20 ans.

En application de l'article R.181-48 du code de l'environnement, l'arrêté d'autorisation cesse de produire effet lorsque le projet n'a pas été mis en service ou réalisé dans un délai de trois (3) ans à compter du jour de la notification de l'autorisation, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai.

Le délai sus-mentionné est suspendu jusqu'à la notification au bénéficiaire de l'autorisation d'une décision devenue définitive en cas de recours devant la juridiction administrative contre l'arrêté d'autorisation ou ses arrêtés complémentaires, d'une décision devenue définitive en cas de recours devant la juridiction administrative contre le permis de construire du projet ou la décision de non-opposition à déclaration préalable ou d'une décision devenue irrévocable en cas de recours devant un tribunal de l'ordre judiciaire contre le permis de construire du projet.

Toute demande de prolongation ou de renouvellement de l'autorisation est adressée au Préfet par le bénéficiaire de l'autorisation deux (2) ans au moins avant la date d'expiration de cette autorisation.

ARTICLE 21 : Caractère de l'autorisation

En application des articles L.181-22 et L.214-4 du code de l'environnement, l'autorisation est accordée à titre personnel, précaire et révocable sans indemnité.

Si à quelque époque que ce soit, l'administration décidait dans un but d'intérêt général de modifier de manière temporaire ou définitive l'usage des avantages concédés par le présent arrêté, le bénéficiaire de l'autorisation ne pourrait réclamer aucune indemnité.

ARTICLE 22 : Transmission de l'autorisation, suspension ou cessation d'activité

En application des articles L.181-15 et R.181-47 du code de l'environnement, lorsque le bénéfice de l'autorisation est transféré à une autre personne, le nouveau bénéficiaire en fait la déclaration au Préfet dans les trois (3) mois qui suivent ce transfert.

Cette déclaration mentionne, s'il s'agit d'une personne physique, les nom, prénoms et domicile du nouveau bénéficiaire et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la déclaration. Le Préfet en accuse réception dans un délai d'un (1) mois.

La cessation définitive, ou pour une période supérieure à deux (2) ans, de l'exploitation ou de l'affectation indiquée dans l'autorisation d'un ouvrage ou d'une installation fait l'objet d'une déclaration par l'exploitant, ou, à défaut, par le propriétaire, auprès du Préfet dans le mois qui suit la cessation définitive ou le changement d'affectation et au plus tard un (1) mois avant que l'arrêt de plus de deux (2) ans ne soit effectif. En cas de cessation définitive ou d'arrêt de plus de deux (2) ans, il est fait application des dispositions de l'article R.214-48.

ARTICLE 23 : Modification du champ de l'autorisation

En application des articles L.181-14 et R.181-45 du code de l'environnement, le bénéficiaire de l'autorisation peut demander une adaptation des prescriptions imposées par l'arrêté. Le silence gardé sur cette demande pendant plus de deux (2) mois à compter de l'accusé de réception délivré par le Préfet vaut décision implicite de rejet.

Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation.

Toute autre modification notable apportée au projet doit être portée à la connaissance du Préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.

S'il y a lieu, le Préfet fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation dans les formes prévues à l'article R.181-45.

ARTICLE 24 : Réserve des droits des tiers et réclamation

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

En application de l'article R.181-52 du code de l'environnement, les tiers intéressés peuvent déposer une réclamation auprès du Préfet, à compter de la mise en service du projet autorisé, aux seules fins de constater l'insuffisance ou l'inadaptation des prescriptions définies dans l'autorisation, en raison des inconvénients ou des dangers que le projet autorisé présente pour le respect des intérêts mentionnés à l'article L.181-3.

Le Préfet dispose d'un délai de deux (2) mois, à compter de la réception de la réclamation, pour y répondre de manière motivée. A défaut, la réponse est réputée négative. S'il estime la réclamation fondée, le Préfet fixe des prescriptions complémentaires dans les formes prévues à l'article R.181-45 du code de l'environnement.

ARTICLE 25 : Autres réglementations

La présente autorisation ne dispense en aucun cas le bénéficiaire de l'autorisation de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

ARTICLE 26 : Publication, notification et information des tiers

L'arrêté est publié sur le site Internet de la préfecture de l'Eure pendant une durée minimale d'un (1) mois.

Un extrait de l'arrêté est affiché dans la mairie de Vernon pendant une durée minimale d'un (1) mois pour y être consulté. Un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire concerné.

Une copie de l'arrêté est par ailleurs déposée dans la mairie de Vernon et peut y être consultée.

L'arrêté est notifié au bénéficiaire de l'autorisation et affiché par ses soins sur le site du chantier.

ARTICLE 27 : Infractions et sanctions

Le non respect des prescriptions du présent arrêté est susceptible de sanctions prévues aux articles L.171-8 et R.216-12 du code de l'environnement.

ARTICLE 28 : Délais et voies de recours

Recours contentieux :

En application des articles L.181-17 et R.181-50 du code de l'environnement, le bénéficiaire de l'autorisation a la possibilité dans un délai de deux (2) mois suivant la notification de la présente décision d'effectuer un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen, au 53, avenue Gustave Flaubert – 76000 Rouen.

Les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 ont la possibilité d'effectuer un recours contre la présente décision devant le Tribunal Administratif de Rouen, dans un délai de quatre (4) mois à compter de l'affichage en mairie ou, si cette dernière est postérieure, de la publication de la décision sur le site internet de la préfecture de l'Eure.

Ce recours peut être déposé auprès de cette juridiction administrative par voie postale, sur place auprès de l'accueil de la juridiction ou par le biais de l'application <https://www.telerecours.fr/>.

Recours non contentieux :

Dans le même délai de deux (2) mois, le bénéficiaire de l'autorisation a la possibilité d'effectuer :

- soit d'un recours gracieux devant l'autorité qui a signé la présente décision : Monsieur le Préfet de l'Eure, boulevard Georges Chauvin – CS 92 201 – 27022 EVREUX Cedex ;

- soit d'un recours hiérarchique auprès de Monsieur le Ministre de la Transition Écologique et Solidaire - 92055 La Défense.

Le silence gardé par l'administration sur un recours gracieux ou hiérarchique pendant plus de deux (2) mois à compter de la date de réception de ce recours fera naître une décision implicite de rejet qu'il sera possible de contester devant le Tribunal Administratif de Rouen.

ARTICLE 29 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de l'Eure, le maire de la commune de Vernon et le directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Île-de-France sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée à Monsieur le directeur départemental des territoires et de la mer de l'Eure.

Fait à Évreux, le **12 NOV. 2019**

le Préfet

Pour le préfet
et par délégation
Le secrétaire général

Jean-Marc MAGDA